

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 30/09/2019

Sermaco est une société faisant de la gestion des déchets industriel ainsi que ménagers. Avec la fermeture des centres d'enfouissement et apparition d'éco-organismes améliorant le tri, nous sommes confrontés à une saturation des filières de traitement.

Nous sommes aujourd'hui contraints de refuser des clients ou de stocker sur notre site. Le risque d'incendie, de dépôt sauvage ou de brûlage à l'air libre de déchets de la part de nos clients devient de plus en plus important.

Nous avons étudié un projet d'injection de syngaz à partir de déchets non recyclable. Une pyrogazéification permet de produire un syngaz qui pourrait être injecté dans le réseau.

L'étude a démontré la faisabilité technique, cependant elle n'était pas viable économiquement.

Un rachat du syngaz subventionné nous permettrait de mettre en place la filière.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Nous avons besoin de cette différenciation pour construire notre projet

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Comme indiqué lors de l'introduction, nous avons besoin de tarification incitative ainsi que d'aides publiques afin de mettre à jour notre projet. La possibilité technique a été validée mais passera forcément par une phase R&D afin d'adapter et d'optimiser les outils en fonction des typologies de déchets.

Dans ce cadre :

GRTgaz et Teréga doivent continuer d'investir dans la R&D concernant le développement des gaz renouvelables et gaz issu de matière de récupération, à la hauteur de l'enjeu de remplacer la totalité du gaz fossile par ces gaz vertueux et produits localement à un horizon 2050.

· La R&D de GRTgaz et Teréga doit permettre de préparer l'intégration de ces nouveaux gaz dans les réseaux et plus globalement doit faciliter l'émergence de ces filières par l'implication de GRTgaz dans les expérimentations et les démonstrateurs portés par les acteurs privés et publics. C'est en particulier indispensable pour la filière pyrogazéification pour laquelle l'action de GRTgaz est déterminante pour préparer le raccordement et l'injection des premières unités industrielles d'ici 2023.

· Réduire les moyens alloués à l'innovation et la R&D, c'est risquer de manquer une opportunité de développement de filières françaises innovantes. C'est aussi mettre en risque l'équilibre économique des réseaux de transport de gaz à long terme faute de leur laisser les moyens de s'adapter et de participer à la transition énergétique.

Nous demandons à ce que la régulation incitative de l'innovation et de la R&D proposée par la CRE n'aboutisse pas à priver GRTgaz et Teréga des moyens indispensables et nécessaires au développement des gaz renouvelables et gaz issu de matière de récupération. Au contraire, nous souhaitons que la CRE incite les opérateurs à s'impliquer pleinement sur ces sujets par une régulation adaptée.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Défavorable

Commentaire :

Pour le développement de notre projet et dans le cadre des réponses précédentes :

· Concernant les effectifs de GRTgaz, l'auditeur missionné par la CRE se montre particulièrement critique sur la demande de hausse d'effectifs en lien avec le développement du biométhane et des nouveaux gaz, au motif que cette demande serait surévaluée et pas justifiée. Nous nous opposons catégoriquement aux conclusions de l'auditeur :

o au regard de la tension actuelle que nous constatons sur les ressources de GRTgaz sur ces sujets, en particulier l'accompagnement de la filière pyrogazéification.

o Face à la montée en puissance de l'ensemble des filières nouveaux gaz dans les prochaines années nécessitera des moyens humains bien supérieurs à ceux que GRTgaz est en mesure de mobiliser aujourd'hui.

Nous souhaitons en particulier que GRTgaz puisse répondre aux enjeux du développement des premières unités industrielles de pyrogazéification d'ici 2023 qui nécessitera des effectifs supplémentaire pour définir les conditions de raccordement et d'injection, accompagner les porteurs de projets et délivrer dans des conditions satisfaisantes les études et les investissements nécessaires.

L'auditeur semble notamment ne considérer le sujet de l'intégration d'hydrogène dans les réseaux gaz qu'en lien avec le développement de la filière power-to-gas, jugé à un stade précoce de développement et donc ne nécessitant pas d'effectifs supplémentaires chez GRTgaz. Nous rappelons que la filière pyrogazéification est susceptible de produire un gaz contenant une teneur plus ou moins significative d'hydrogène en fonction de la technologie de méthanation utilisée. Les premières unités de pyrogazéification ayant vocation à d'ici 2023, il est indispensable que GRTgaz et Teréga puisse mobiliser des effectifs supplémentaires pour préparer l'arrivée du mélange méthane / hydrogène correspondant.

Nous demandons que GRTgaz et Teréga puisse recruter des effectifs supplémentaires significatifs pour accompagner les filières nouveaux gaz et en premier lieu la pyrogazéification, contrairement aux orientations envisagées par la CRE.

Concernant les charges externes R&D de GRTgaz, la CRE envisage une hausse en lien notamment avec les études de l'injection d'hydrogène dans les réseaux. En pratique, l'arbitrage proposé aboutit à une dépense moyenne de 28,4 M€/an sur les 4 prochaines années contre 27,2 M€ en 2018, soit une hausse limitée à 4,4%, à comparer à la demande formulée par GRTgaz aboutissant à 33 M€/an en moyenne (+21% par rapport à 2018). Sur ces 33 M€/an, GRTgaz indique que 15 M€/an par an en moyenne serait notamment consacré au développement des nouveaux gaz et de l'hydrogène. Au vu des enjeux de la filière pyrogazéification, GRTgaz et Teréga doivent pouvoir disposer des ressources nécessaires pour accompagner la filière, les démonstrateurs et préparer le raccordement des premières unités.

Nous demandons donc que la CRE retienne une trajectoire plus ambitieuse de charges externes de R&D pour GRTgaz et Teréga que les orientations envisagées pour accompagner les filières nouveaux gaz et en premier lieu la pyrogazéification.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

La gestion des déchets devient de plus en plus problématique :

- Les solutions de traitement de déchets non recyclable se réduisent fortement (50% à échéance 2023 dans la loi de transition énergétique). Nous ne voyons pas d'autres solutions se construire pour l'instant.
- Les filières de bois, carton, plastiques sont saturées et une destruction devra être envisagée s'il n'y a pas plus de consommateurs.

Ne pas subventionner et aider des filières qui peuvent consommer des déchets serait en complète contradiction avec les orientations gouvernementales des années à venir.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Ni favorable, ni défavorable